

Annexe 1

Fiche technique relative aux codes d'éligibilité à la part principale de la DNP (sans préjudice des dispositions propres aux communes nouvelles)

Code 1 : Communes éligibles de plein droit :

Sont concernées par cette éligibilité de « droit commun » les communes respectant les conditions cumulatives suivantes :

- leur potentiel financier par habitant est inférieur à 105% du potentiel financier moyen par habitant des communes appartenant à la même strate démographique ;
- leur effort fiscal est supérieur à l'effort fiscal moyen des communes appartenant à la même strate démographique.

Les communes remplissant ces deux conditions bénéficient d'une attribution de droit commun.

Code 2 : Effort fiscal assoupli :

Sont concernées par cette éligibilité dérogatoire à la part principale de la DNP les communes qui, cumulativement :

- ont un potentiel financier par habitant inférieur à 105% du potentiel financier moyen par habitant des communes appartenant à la même strate démographique ;
- disposent d'un effort fiscal dont la valeur est comprise entre 85 % et 100 % de l'effort fiscal moyen des communes appartenant à la même strate démographique.

Les communes respectant ces deux critères bénéficient d'une attribution minorée, c'est-à-dire que l'attribution 2021 est réduite de moitié, tout en restant au moins égale à 90 % du montant perçu en 2020 au titre de cette part si la commune était déjà éligible.

Code 3 : Communes avec un taux de cotisation foncière des entreprises plafonné :

Sont concernées par cette éligibilité à la part principale de la DNP les communes qui disposent en même temps :

- d'un potentiel financier par habitant inférieur à 105% du potentiel financier moyen par habitant des communes appartenant à la même strate démographique ;
- d'un taux cumulé (communal et intercommunal) de cotisation foncière des entreprises supérieur au taux plafond national de 52,90%.

Les communes éligibles selon ces conditions bénéficient d'une attribution calculée dans les conditions de droit commun.

Code 4 : Communes éligibles en 2020 et perdant leur éligibilité en 2021 à la part principale (hors les communes nouvelles) :

Les communes (à l'exception des communes nouvelles bénéficiant du pacte de stabilité) qui étaient éligibles à la part principale de la DNP en 2020 et ne le sont plus en 2021 bénéficient d'une garantie de sortie non renouvelable égale à 50% du montant perçu en 2020 au titre de cette même part de la DNP.

Code 6 : Communes de 10 000 habitants et plus éligibles selon les conditions de droit commun :

Sont concernées par cette éligibilité à la part principale de la DNP les communes qui respectent les trois conditions cumulatives suivantes :

- disposer d'une population DGF 2021 supérieure ou égale à 10 000 habitants ;
- avoir un potentiel financier par habitant inférieur à 85 % du potentiel financier moyen par habitant des communes appartenant à la même strate démographique ;
- avoir un effort fiscal supérieur à 85 % de l'effort fiscal moyen des communes appartenant à la même strate démographique.

Les communes bénéficiant de cette éligibilité reçoivent une attribution calculée dans les conditions de droit commun.

Annexe 2

Modalités de calcul des potentiels fiscal et financier 2021

I - Rappel des évolutions apportées par les lois de finances au calcul des potentiels fiscal et financier

La loi de finances pour 2021 n'a pas modifié les règles de calcul des potentiels fiscal et financier des communes pour l'année 2021 par rapport à 2020.

Les principales modifications apportées par les précédentes lois de finances sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Texte législatif de référence	Modification apportée à l'indicateur	Explications détaillées
Loi de finances pour 2010 et pour 2012	Prise en compte de la disparition de la taxe professionnelle et de son remplacement par le nouveau panier de ressources fiscales dont disposent les communes et les EPCI.	<p>Les anciennes données relatives à la taxe professionnelle ont été remplacées par le nouveau panel, essentiellement de fiscalité économique, de ressources à la disposition des communes et EPCI à fiscalité propres et, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La cotisation foncière des entreprises (CFE) ; - La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) ; - Les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER) ; - La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ; - La taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) ; <p>Ainsi que divers prélèvements ou reversements institués à cette occasion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) ; - Les prélèvements ou reversements au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR). <p>Ont également été intégrées dans le calcul des potentiels fiscal et financier les attributions de compensation (AC) et attributions de compensation pour nuisances environnementales (ACNE).</p>
Loi de finances pour 2013	Suppression de la prise en compte des transferts de produits fiscaux.	Les transferts de fiscalité entre communes et entre communes et leur EPCI à fiscalité propre

		d'appartenance organisés par l'intermédiaire des conventions de partage de fiscalité prévues par la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 ont cessé d'être pris en compte.
Loi de finances pour 2015	Prise en compte des prélèvements sur fiscalité acquitté en raison de la mise en œuvre de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP).	Le potentiel financier d'une commune est minoré du montant qui lui a été prélevé sur ses douzièmes de fiscalité l'année précédente en raison de l'insuffisance de son attribution de dotation forfaitaire pour supporter l'intégralité de son quantum de CRFP.
Loi de finances pour 2016	Définition des modalités de prise en compte et d'indexation des parts « compensations », part compensation de la part salaires (CPS) et dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) et actualisation de la liste des prélèvements sur fiscalité minorant le potentiel financier à la suite de la réforme de la dotation forfaitaire.	<p>En raison de la réforme de la dotation forfaitaire des communes et de sa consolidation en une unique dotation, les modalités d'indexation de certaines de ces anciennes composantes ont dû être actualisées afin de tenir compte de cette unification ne permettant plus d'identifier les montants propres à chacune de ces anciennes composantes. Une indexation incrémentale en fonction du taux d'évolution annuel de la dotation forfaitaire de la commune a été établie.</p> <p>Sont également intégrés aux prélèvements sur fiscalité venant minorer le potentiel financier ceux ayant trait à la suppression des contingents communaux d'action sociale et ceux relatifs aux anciens prélèvements TASCOM perçus par l'Etat.</p>
Loi de finances pour 2017	Prise en compte de la création de la Métropole du Grand Paris	Les établissements publics territoriaux nouvellement institués sont définis comme étant les EPCI à fiscalité propre d'appartenance de leurs communes membres ainsi que comme des EPCI régis par la fiscalité professionnelle unique. Les potentiels fiscal et financier de leurs communes membres sont donc calculés selon les règles prévues pour les communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique.

II - Détail du calcul des potentiels fiscal et financier 2021

Le périmètre intercommunal et le régime fiscal de l'EPCI de référence pris en compte pour le calcul des potentiels fiscal et financier 2021 sont ceux connus au 1^{er} janvier 2020. En effet, les données utilisées pour le calcul du potentiel fiscal et financier des communes sont principalement des données relatives à l'exercice 2020. En particulier, les données fiscales employées (bases, produits, taux, exonérations, ...) retenues pour le calcul de ces indicateurs sont issues du fichier de recensement des éléments d'imposition à la fiscalité directe locale (REI) de l'année 2020 transmis par la direction générale des finances

publiques (DGFIP) : ce fichier contient les données fiscales des collectivités locales au titre de l'exercice civil 2020.

Le potentiel financier d'une commune mesure l'ensemble de la richesse « potentielle » d'une commune sur son territoire, c'est-à-dire la richesse directement perçue par la commune et la richesse que celle-ci tire de son appartenance à un EPCI. Sur ce dernier point, les modalités de calcul du potentiel financier des communes diffèrent selon que celle-ci est isolée ou qu'elle appartenait à un EPCI à fiscalité additionnelle (FA), à fiscalité professionnelle de zone (FPZ) ou à FPU l'année précédant la répartition.

L'article L. 2334-4 du CGCT prévoit que le potentiel fiscal d'une commune est déterminé en appliquant, pour chacune des quatre taxes directes locales, aux bases communales d'une desdites taxes, le taux moyen national d'imposition correspondant. Pour la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB), la taxe d'habitation (TH) et la cotisation foncière des entreprises (CFE), les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales. Les taux moyens nationaux sont ceux constatés lors de la dernière année dont les résultats sont connus.

Le potentiel fiscal est également majoré des produits de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER), de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), des produits de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB), des montants perçus au titre de la redevance des mines, des montants perçus au titre des prélèvements communaux opérés sur les produits des jeux des casinos, des montants perçus au titre de la surtaxe eaux minérales, de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), du reversement dont bénéficie la commune au titre du fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR). A l'inverse, le potentiel fiscal des communes supportant un prélèvement au titre du FNGIR est minoré du montant de ce prélèvement.

Par ailleurs, pour toutes les communes membres d'un EPCI à fiscalité propre, le potentiel fiscal est majoré de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle perçue par l'EPCI et du reversement dont bénéficie l'EPCI au titre du fonds national de garantie individuelle de ressources ou, à l'inverse, minoré du prélèvement subi par l'EPCI au titre du même fonds. Pour chaque commune, la somme de ces montants est ensuite ventilée en fonction de la part de la population DGF 2021 de la commune dans la population DGF 2021 de l'EPCI auquel la commune appartenait au 1^{er} janvier 2020.

Pour les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle, les produits perçus par le groupement ne sont pas ventilés car territorialisés sur chaque commune membre de l'EPCI. Les produits intercommunaux correspondent aux produits perçus par l'EPCI sur le territoire de la commune et sont directement intégrés au calcul du potentiel fiscal de la commune. Pour les communes membres d'un groupement faisant application de l'article 1609 *quinquies* C du CGI (FPZ), ce mode de calcul s'applique uniquement aux produits perçus par l'EPCI en dehors de la zone d'activité économique et/ou de la zone éolienne.

Pour les communes appartenant à un groupement faisant application de l'article 1609 *nonies* C (FPU) ou de l'article 1609 *quinquies* C du CGI (FPZ), le potentiel fiscal est majoré de

l'attribution de compensation perçue par la commune. Si cette attribution est négative, celle-ci vient alors minorer le potentiel fiscal de la commune.

Pour ces mêmes communes, le potentiel fiscal est majoré des produits perçus par l'EPCI, ventilés au prorata de la population de la DGF 2021 de la commune sur la population DGF 2021 de l'EPCI auquel elle appartenait au 1^{er} janvier 2020. Pour les communes membres d'un groupement faisant application de l'article 1609 *quinquies* C du CGI (FPZ), ces produits correspondent uniquement aux produits perçus par l'EPCI sur la zone d'activité économique et/ou la zone à fiscalité éolienne. Pour les communes appartenant à un groupement faisant application de l'article 1609 *nonies* C du CGI (FPU), ces produits comprennent, en plus des produits mentionnés aux troisième et quatrième paragraphes, le produit potentiel de taxe d'habitation de l'EPCI sur son territoire déterminé en appliquant à ses bases brutes de taxe d'habitation le taux moyen national de taxe d'habitation spécifique aux EPCI à FPU. Ce taux moyen national spécifique de TH spécifique aux EPCI à FPU permet de tenir compte de la redescende de la part départementale de taxe d'habitation à ce type d'EPCI.

Le potentiel fiscal de la commune est par ailleurs majoré du montant de la part de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT, **indexé, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune**, hors le montant correspondant à la compensation prévue au 2° bis du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004.

Le potentiel financier 2021 de la commune correspond à son potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire notifiée à la commune en 2020 minorée des montants 2014 des compensations « part salaires » baisses de DCTP, indexés, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune et minorée des éventuels prélèvements fiscaux subis par la commune à l'issue de la répartition de la dotation forfaitaire 2020 (renouvellement des prélèvements au titre de la CRFP, de la TASCOM ou des anciens contingents communaux d'action sociale).

Pour toutes les communes :

Potentiel fiscal par habitant 2021 = potentiel fiscal 2021 / population DGF 2021

Potentiel financier par habitant 2021 = potentiel financier 2021 / population DGF 2021

Les données nécessaires au calcul des potentiels fiscal et financier 2021 sont accessibles, en ligne, dans les fichiers des critères de répartition de la DGF 2021 ainsi que dans les fiches DGF 2021.

1 - Potentiels fiscal et financier 2021 des communes isolées :

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyens nationaux</i>	<i>Sous-totaux</i>	
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties	X 0,211956	=	(a)
		+	
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties	X 0,497495	=	(b)
		+	
Bases brutes de taxe d'habitation	X 0,245580	=	(c)
		+	
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB)		=	(d)
		=	
Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (e) = (a) + (b) + (c) + (d)		=	(e)

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyens nationaux</i>	<i>Sous-totaux</i>	
Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE)	X 0,264532	=	(f)
		+	
Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)		=	(g)
		+	
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)		=	(h)
		+	
Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)		=	(i)
		+	
Montant de redevance des mines (CA 2019)		=	(j)
		+	
Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux		=	(k)
		+	
Montant perçu au titre de la contribution sur les eaux minérales		=	(l)
		+	
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)		=	(m)
		+	
Montant perçu au titre du FNGIR		=	(n)
		-	
Montant prélevé au titre du FNGIR		=	(o)
		+	
Part CPS 2014 (compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999) perçue au sein de la dotation forfaitaire, définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT et indexée, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune		=	(p)
		=	
Potentiel fiscal 4 taxes : (q) = (e) + (f) + (g) + (h) + (i) + (j) + (k) + (l) + (m) + (n) - (o) + (p)		=	(q)

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyens nationaux</i>	<i>Sous-totaux</i>	
Dotation forfaitaire notifiée 2020	=	<input type="text"/>	(r)
		-	
Prélèvement sur fiscalité 2020 au titre du renouvellement de la contribution au redressement des finances publiques	=	<input type="text"/>	(s)
		-	
Part CPS 2014 (compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999) perçue au sein de la dotation forfaitaire, définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT et indexée, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune	=	<input type="text"/>	(t)
		-	
Part DCTP 2014 (compensation prévue au 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI) perçue au sein de la dotation forfaitaire, définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT et indexée, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune	=	<input type="text"/>	(u)
		-	
Prélèvements sur fiscalité 2020 au titre du III de l'article L. 2334-7 du CGCT	=	<input type="text"/>	(v)
		-	
Dotation de consolidation 2018, 2019 et 2020 des communes nouvelles	=	<input type="text"/>	(w)
		-	
Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris	=	<input type="text"/>	(x)
		=	
Potentiel financier : (y) = (q) + (r) - (s) - (t) - (u) - (v) - (w) - (x)	=	<input type="text"/>	(y)

2 - Potentiels fiscal et financier 2021 des communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle (FA) :

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>		<i>Taux moyens nationaux</i>		<i>Sous-totaux</i>	
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties	X	0,211956	=		(a)
				+	
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties	X	0,497495	=		(b)
				+	
Bases brutes de taxe d'habitation	X	0,245580	=		(c)
				+	
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune			=		(d)
				+	
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune			=		(e)
				=	
Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (f) = (a) + (b) + (c) + (d) + (e)					(f)

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyens nationaux</i>	<i>Sous-totaux</i>	
Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE)	X 0,264532	=	(g)
		+	
Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par la commune		=	(h)
		+	
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune		=	(i)
		+	
Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) perçu par la commune		=	(j)
		+	
Montant de redevance des mines (CA 2019)		=	(k)
		+	
Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux		=	(l)
		+	
Montant perçu au titre de la contribution sur les eaux minérales		=	(m)
		+	
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)		=	(n)
		+	
Montant perçu au titre du FNGIR		=	(o)
		-	
Montant prélevé au titre du FNGIR		=	(p)
		+	
Part CPS 2014 (compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999) perçue au sein de la dotation forfaitaire, définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT et indexée, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune		=	(q)
		+	
Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune		=	(r)
		+	
Montant des IFER perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune		=	(s)
		+	
Montant de TASCOM perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune		=	(t)
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de l'EPCI		=	(u)
		+	
Montant perçu par l'EPCI au titre du FNGIR		=	(v)
		-	
Montant prélevé à l'EPCI au titre du FNGIR		=	(w)
		+	
Montant de la taxe sur les jeux perçu par l'EPCI		=	(x)
		=	
Produits EPCI pris en compte : (y) = (u) + (v) - (w) + (x)		=	(y)
		x	
Population DGF 2021 de la commune		=	(z)

Somme des populations DGF 2021 des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2020	=	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div>	(aa)
	=		
Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population : (ab) = (y) x [(z) / (aa)]	=	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div>	(ab)
Potentiel fiscal 4 taxes : (ac) = (f) + (g) + (h) + (i) + (j) + (k) + (l) + (m) + (n) + (o) – (p) + (q) + (r) + (s) + (t) + (ab)	=	<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div>	(ac)

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyens nationaux</i>	<i>Sous-totaux</i>
Dotation forfaitaire notifiée 2020		= <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div> (ad)
		-
Prélèvement sur la fiscalité 2020 au titre du renouvellement de la contribution au redressement des finances publiques		= <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div> (ae)
		-
Part CPS 2014 (compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999) perçue au sein de la dotation forfaitaire, définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT et indexée, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune		= <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div> (af)
		-
Part DCTP 2014 (compensation prévue au 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI) perçue au sein de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT et indexée, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune		= <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div> (ag)
		-
Prélèvements sur fiscalité 2020 au titre du III de l'article L. 2334-7 du CGCT		= <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div> (ah)
		-
Dotation de consolidation 2018, 2019 et 2020 pour les communes nouvelles		= <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div> (ai)
		-
Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris		= <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div> (aj)
		=
Potentiel financier : (ak) = (ac) + (ad) – (ae) – (af) – (ag) – (ah) – (ai) – (aj)		= <div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 20px; margin: 0 auto;"></div> (ak)

3 - Potentiels fiscal et financier 2021 des communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle de zone (FPZ) :

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyens nationaux</i>	<i>Sous-totaux</i>	
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties	X 0,211956	=	(a)
		+	
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties	X 0,497495	=	(b)
		+	
Bases brutes de taxe d'habitation	X 0,245580	=	(c)
		+	
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune		=	(d)
		+	
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune		=	(e)
		=	
Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (f) = (a) + (b) + (c) + (d) + (e)			(f)

Nature de l'imposition / compensation / produit	Taux moyens nationaux	Sous-totaux	
Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE) hors zone	X 0,264532	=	(g)
		+	
Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par la commune		=	(h)
		+	
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune (hors et sur zone)		=	(i)
		+	
Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) perçu par la commune		=	(j)
		+	
Montant de redevance des mines (CA 2019)		=	(k)
		+	
Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux		=	(l)
		+	
Montant perçu au titre de la contribution sur les eaux minérales		=	(m)
		+	
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)		=	(n)
		+	
Montant perçu au titre du FNGIR		=	(o)
		-	
Montant prélevé au titre du FNGIR		=	(p)
		+	
Part CPS 2014 (compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999) perçue au sein de la dotation forfaitaire, définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT et indexée, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune		=	(q)
		+	
Attribution de compensation (y compris pour nuisances environnementales) perçue par la commune		=	(r)
		+	
Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors zone		=	(s)
		+	
Montant des IFER perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors zone		=	(t)
		+	
Montant de TASCOM perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors zone		=	(u)
Sommes des bases brutes de CFE sur ZAE ou zone éolienne des communes membres de l'EPCI au 1er janvier 2020	X 0,264532	=	(v)
		+	
Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur ZAE ou zone éolienne		=	(w)
		+	
Montant des IFER perçu par l'EPCI sur ZAE ou zone éolienne		=	(x)
		+	

Montant de TASCOM perçu par l'EPCI sur ZAE ou zone éolienne	=	<input type="text"/>	(y)
		+	
Dotation de compensation correspondant à l'ancienne part salaires de la taxe professionnelle perçue par l'EPCI en 2020 (minorée des prélèvements sur fiscalité TASCOM 2020)	=	<input type="text"/>	(z)
		-	
Somme des attributions de compensation (y compris pour nuisances environnementales) perçues ou versées par l'EPCI à ses communes membres	=	<input type="text"/>	(aa)
		+	
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de l'EPCI	=	<input type="text"/>	(ab)
		+	
Montant perçu par l'EPCI au titre du FNGIR	=	<input type="text"/>	(ac)
		-	
Montant prélevé à l'EPCI au titre du FNGIR	=	<input type="text"/>	(ad)
		+	
Montant de la taxe sur les jeux perçu par l'EPCI	=	<input type="text"/>	(ae)
		=	
Produits EPCI pris en compte : (af) = (v) + (w) + (x) + (y) + (z) - (aa) + (ab) + (ac) - (ad) + (ae)	=	<input type="text"/>	(af)
		x	
Population DGF 2021 de la commune	=	<input type="text"/>	(ag)
		/	
Somme des populations DGF 2021 des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2020	=	<input type="text"/>	(ah)
		=	
Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population : (ai) = (af) x [(ag) / (ah)]	=	<input type="text"/>	(ai)
Potentiel fiscal 4 taxes : (aj) = (f) + (g) + (h) + (i) + (j) + (k) + (l) + (m) + (n) + (o) - (p) + (q) + (r) + (s) + (t) + (u) + (ai)	=	<input type="text"/>	(aj)

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyens nationaux</i>	<i>Sous-totaux</i>
Dotation forfaitaire notifiée 2020	=	<input type="text"/> (ak)
		-
Prélèvement sur fiscalité 2020 au titre du renouvellement de la contribution au redressement des finances publiques	=	<input type="text"/> (al)
		-
Part CPS 2014 (compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999) perçue au sein de la dotation forfaitaire, définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT et indexée, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune	=	<input type="text"/> (am)
		-
Part DCTP 2014 (compensation prévue au 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI) perçue au sein de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L.2334-7 du CGCT et indexée, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune	=	<input type="text"/> (an)
		-
Prélèvements sur fiscalité 2020 au titre du III de l'article L. 2334-7 du CGCT	=	<input type="text"/> (ao)
		-
Dotation de consolidation 2018, 2019 et 2020 pour les communes nouvelles	=	<input type="text"/> (ap)
		-
Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris	=	<input type="text"/> (aq)
		=
Potentiel financier : (ar) = (aj) + (ak) - (al) - (am) - (an) - (ao) - (ap) - (aq)	=	<input type="text"/> (ar)

4 - Potentiels fiscal et financier 2021 des communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU) :

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyens nationaux</i>	<i>Sous-totaux</i>	
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties	X 0,211956	=	(a)
		+	
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties	X 0,497495	=	(b)
		+	
Bases brutes de taxe d'habitation	X 0,167642	=	(c)
	<i>(taux moyen des communes à FPU)</i>		
Somme des bases brutes de taxe d'habitation des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2020	X 0,092650	=	(d)
	<i>(taux moyen des EPCI à FPU)</i>		
		+	
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI		=	(e)
		=	
Produits EPCI pris en compte : (f) = (d) + (e)		=	(f)
		x	
Population DGF 2021 de la commune		=	(g)
		/	
Somme des populations DGF 2021 des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2020		=	(h)
		=	
Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population = (f) x [(g) / (h)]		=	(i)
Potentiel fiscal 3 taxes (à partir des impôts dits "ménages") : (j) = (a) + (b) + (c) + (i)			(j)

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyens nationaux</i>	<i>Sous-totaux</i>
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune		= <input type="text"/> (k)
		+
Montant de redevance des mines (CA 2019)		= <input type="text"/> (l)
		+
Montant des prélèvements communaux sur le produit des jeux		= <input type="text"/> (m)
		+
Montant perçu au titre de la contribution sur les eaux minérales		= <input type="text"/> (n)
		+
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)		= <input type="text"/> (o)
		+
Montant perçu au titre du FNGIR		= <input type="text"/> (p)
		-
Montant prélevé au titre du FNGIR		= <input type="text"/> (q)
		+
Attribution de compensation perçue par la commune		= <input type="text"/> (r)
Sommes des bases brutes de CFE des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2020	X <input type="text" value="0,264532"/>	= <input type="text"/> (s)
		+
Montant de CVAE perçu par l'EPCI		= <input type="text"/> (t)
		+
Montant des IFER perçu par l'EPCI		= <input type="text"/> (u)
		+
Montant de TASCOT perçu par l'EPCI		= <input type="text"/> (v)
		+
Dotation de compensation correspondant à l'ancienne part salaires de la taxe professionnelle perçue par l'EPCI en 2020 (minorée des prélèvements sur fiscalité TASCOT 2020)		= <input type="text"/> (w)
		-
Somme des attributions de compensation perçues ou versées par l'EPCI à ses communes membres		= <input type="text"/> (x)
		+
Montant de dotation de compensation de réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) de l'EPCI		= <input type="text"/> (y)
		+
Montant perçu par l'EPCI au titre du FNGIR		= <input type="text"/> (z)
		-
Montant prélevé à l'EPCI au titre du FNGIR		= <input type="text"/> (aa)
		+
Taxe sur les jeux EPCI		= <input type="text"/> (ab)
		=
Produits EPCI pris en compte : (ac) = (s) + (t) + (u) + (v) + (w) - (x) + (y) + (z) - (aa) + (ab)		= <input type="text"/> (ac)
		X

Population DGF 2021 de la commune	=	<input type="text"/>	(ad)
		/	
Somme des populations DGF 2021 des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2020	=	<input type="text"/>	(ae)
		=	
Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population : (af) = (ac) x [(ad) / (ae)]		<input type="text"/>	(af)
Potentiel fiscal 4 taxes :			
(ag) = (j) + (k) + (l) + (m) + (n) + (o) + (p) - (q) + (r) + (af)	=	<input type="text"/>	(ag)

Nature de l'imposition / compensation / produit	Taux moyens nationaux	Sous-totaux
Dotation forfaitaire notifiée 2020	=	<input type="text"/> (ah)
		-
Prélèvements sur fiscalité 2020 au titre du renouvellement de la contribution au redressement des finances publiques	=	<input type="text"/> (ai)
		-
Part CPS 2014 (compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999) perçue au sein de la dotation forfaitaire, définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT et indexée, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels successifs de la dotation forfaitaire de la commune	=	<input type="text"/> (aj)
		-
Part DCTP 2014 (compensation prévue au 2° bis du II de l'article 1648 B du CGI) perçue au sein de la dotation forfaitaire définie au 3° du I de l'article L. 2334-7 du CGCT et indexée, à compter de 2014, sur les taux d'évolution annuels de la dotation forfaitaire de la commune	=	<input type="text"/> (ak)
		-
Prélèvements sur fiscalité 2020 au titre du III de l'article L. 2334-7 du CGCT	=	<input type="text"/> (al)
		-
Dotation de consolidation 2018, 2019 et 2020 pour les communes nouvelles	=	<input type="text"/> (am)
		-
Pour la commune de Paris seulement : Participation obligatoire aux dépenses d'aide sociale et de santé du département de Paris	=	<input type="text"/> (an)
		=
Potentiel financier : (ao) = (ag) + (ah) - (ai) - (aj) - (ak) - (al) - (am) - (an)	=	<input type="text"/> (ao)

Annexe 3

Modalités de calcul de l'effort fiscal 2021

L'effort fiscal d'une commune, défini aux articles L. 2334-5 et L. 2334-6 du CGCT, est égal au rapport entre la somme :

- du produit de la taxe d'habitation ;
- du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties ;
- du produit de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ;
- du produit de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties ;
- des produits issus de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères ;

et un potentiel fiscal dit « trois taxes » correspondant depuis 2013 à la somme des produits déterminés par :

- l'application aux bases communales de taxe d'habitation du taux moyen national correspondant ;
- l'application aux bases communales de taxe foncière sur les propriétés bâties du taux moyen national correspondant ;
- l'application aux bases communales de taxe foncière sur les propriétés non bâties du taux moyen national d'imposition correspondant ;
- et du produit de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu par la commune et les établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire de cette dernière.

En revanche à la différence des potentiels fiscal et financier notamment, l'effort fiscal d'une commune ne tient pas compte des produits :

- de cotisation foncière sur les entreprises ;
- de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ;
- des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux ;
- de la taxe sur les surfaces commerciales ;
- de la contribution sur les eaux minérales ;
- de la redevance des mines ;
- de la taxe sur le produit des jeux ;
- des attributions de compensation ;
- de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle ;
- de la garantie individuelle de ressources.

L'article L. 2334-5 du code général des collectivités territoriales prévoit un mécanisme d'écrêtement du produit fiscal pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal au numérateur de celui-ci lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré des trois taxes directes locales de la commune est supérieure à celle constatée pour les communes de même importance démographique. Le produit fiscal est alors calculé sur la base de cette augmentation moyenne. De manière symétrique est prévu un mécanisme destiné à ne pas pénaliser les communes qui baisseraient leur taux d'une année sur l'autre. Le taux pris en compte pour le calcul de la DGF est alors, non pas le dernier taux connu, mais celui de l'exercice précédent.

Pour les communes membres d'un groupement de communes à fiscalité propre, l'effort fiscal est calculé en ajoutant au produit et au taux de chacune de leurs propres taxes communales ceux correspondant au groupement de communes.

Comme pour le calcul du potentiel financier des communes, les données utilisées pour le calcul de l'effort fiscal des communes sont principalement des données relatives à l'année **2020** : les bases, les produits ou les taux retenus pour le calcul de cet indicateur sont issus du REI 2020, fichier des éléments d'imposition à la fiscalité locale renseigné par la DGFIP, et correspondent donc à des données fiscales afférentes à l'année 2020.

Les données nécessaires au calcul de l'effort fiscal sont disponibles en téléchargeant le fichier global des critères de répartition de la DGF des communes 2021 ainsi que dans les fiches DGF 2021 qui seront mises à votre disposition.

1 – Calcul du dénominateur de l'effort fiscal : le potentiel fiscal 3 taxes utilisé pour l'effort fiscal

A la différence du calcul du potentiel fiscal, les modalités de calcul pour les communes appartenant à un EPCI à fiscalité professionnelle unique sont les mêmes que pour les communes isolées ou les communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle.

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>		<i>Taux moyens nationaux</i>		<i>Sous-total</i>	
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés bâties	X	0,211956	=		(a)
				+	
Bases brutes de taxe foncière sur les propriétés non bâties	X	0,497495	=		(b)
				+	
Bases brutes de taxe d'habitation	X	0,245580	=		(c)
				+	
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune			=		(d)
				+	
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune			=		(e)
				=	
Potentiel fiscal 3 taxes « effort fiscal » : (f) = (a) + (b) + (c) + (d) + (e)			=		(f)

2 – Numérateur de l'effort fiscal :

Le produit fiscal est égal à la somme du produit perçu, au titre des 3 taxes ménages (FB, FNB et TH) et de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti par la commune ainsi que par l'EPCI à fiscalité propre et/ou le syndicat auxquels elle appartient, c'est-à-dire :

Produit fiscal du numérateur de l'effort fiscal =

- Produit de foncier bâti (FB)**
- + Produit de foncier non bâti (FNB)**
- + Produit de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti (TAFNB)**
- + Produit de la taxe d'habitation (TH)**
- + Produit 3 taxes de l'EPCI**
- + Produit 3 taxes syndicat**

Ce produit fiscal peut faire l'objet d'un écrêtement ou d'une majoration en fonction de l'évolution observée entre 2020 (déterminée à partir des données fiscales 2019 issues du REI 2019 et retenues pour la répartition de la DGF 2020) et 2021 (déterminée à partir des données fiscales 2020 du REI 2020 retenues pour la répartition de la DGF 2021) du taux moyen pondéré de la commune par rapport à l'évolution du taux moyen de la strate de population DGF à laquelle appartient la commune.

Le taux moyen pondéré (TMP) 2021 de la commune est égal au rapport entre la somme des produits nets de foncier bâti (FB), de foncier non bâti (FNB), de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti (TAFNB) et de taxe d'habitation (TH) perçus par la commune, les syndicats et les EPCI à fiscalité propre sur le territoire communal, et la somme des bases nettes d'imposition communale de foncier bâti (FB), de foncier non bâti (FNB) et de taxe d'habitation (TH). Les produits de FB, de FNB, de TAFNB et de TH intègrent les allocations compensatrices d'exonération de droit décidées par les communes pour chacune de ces bases.

Le taux moyen pondéré de la commune figure sur la fiche DGF de la commune et est également disponible en ligne. Les taux moyens pondérés par strate sont les suivants :

Strate démographique 2021	Taux moyen pondéré (TMPs) 2021 par strate démographique	Taux moyen pondéré (TMPs) 2020 par strate démographique	Variation du TMPs 2021 par rapport au TMPs 2020
1	0,216910	0,213263	0,003647
2	0,219358	0,215895	0,003463
3	0,220664	0,217332	0,003332
4	0,228530	0,225070	0,003460
5	0,235568	0,232147	0,003421
6	0,246885	0,243560	0,003325
7	0,253858	0,250706	0,003152
8	0,260611	0,257504	0,003107
9	0,259437	0,256692	0,002745
10	0,267473	0,264540	0,002933
11	0,273305	0,270312	0,002993
12	0,258011	0,254923	0,003088
13	0,236857	0,235188	0,001669
14	0,287027	0,283757	0,003270
15	0,199340	0,198026	0,001314

Les évolutions se calculent de la manière suivante :

- pour l'évolution du taux moyen pondéré de la commune (TMP_C):

$$\Delta \text{TMP}_C = \text{TMP}_{C\ 2021} - \text{TMP}_{C\ 2020}$$

- pour l'évolution du taux moyen pondéré de la strate (TMP_S):

$$\Delta \text{TMP}_S = \text{TMP}_{S\ 2021} - \text{TMP}_{S\ 2020}$$

a) Cas n° 0 : lorsque le taux moyen pondéré de la commune est resté identique entre 2020 et 2021 :

Dans ce cas, on aura :

Si	$\text{TMP}_{C\ 2021} = \text{TMP}_{C\ 2020}$
Alors,	$\text{TMP}_{EF} = \text{TMP}_{C\ 2021} = \text{TMP}_{C\ 2020}$

$$\text{TMP}_{EF} = \text{TMP}_{C\ 2020} = \text{TMP}_{C\ 2021}$$

b) Cas n° 1 : lorsque le taux moyen pondéré de la commune diminue entre 2020 et 2021 :

Dans ce cas, le TMP retenu est systématiquement le TMP de la commune en 2020 quelle que soit l'évolution du TMP de la strate :

Si	$\text{TMP}_{C\ 2021} < \text{TMP}_{C\ 2020}$
Alors,	$\text{TMP}_{EF} = \text{TMP}_{C\ 2020}$

c) Cas n° 2 : lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré de la commune est supérieure à l'augmentation du taux moyen pondéré de la strate

Dans ce cas, on ne retient que la progression moyenne du TMP de la strate appliquée au TMP de la commune en 2020 :

Si	$\text{TMP}_{C\ 2021} > \text{TMP}_{C\ 2020}$
Et si,	$\text{TMP}_{S\ 2021} > \text{TMP}_{S\ 2020}$
Et si,	$\Delta \text{TMP}_C > \Delta \text{TMP}_S$
Alors,	$\text{TMP}_{EF} = \text{TMP}_{C\ 2020} + \Delta \text{TMP}_S$

d) Cas n° 3 : lorsque l'augmentation du taux moyen pondéré de la commune est inférieure à l'augmentation du taux moyen pondéré de la strate

Dans ce cas, on conserve le TMP de la commune :

Si	$TMP_C 2021 > TMP_C 2020$
Et si,	$TMP_S 2021 > TMP_S 2020$
Et si,	$\Delta TMP_C \leq \Delta TMP_S$
Alors,	$TMP_{EF} = TMP_C 2021$

e) Lorsque le taux moyen pondéré de la commune augmente alors que le taux moyen pondéré de la strate diminue :

Plusieurs cas sont possibles :

Cas n° 4 : si le TMP de la commune augmente en 2021 mais reste inférieur au TMP 2021 de la strate, le TMP finalement retenu est celui de la commune au titre de l'année N-1, soit :

Si	$TMP_C 2021 > TMP_C 2020$
Et si,	$TMP_S 2021 < TMP_S 2020$
Et si,	$TMP_C 2021 < TMP_S 2021$
Alors,	$TMP_{EF} = TMP_C 2020$

Cas n° 5 : en revanche, si le TMP de la commune en 2021 est supérieur au TMP de la strate en 2021, la détermination du TMP de la commune utilisé pour l'effort fiscal s'effectue non plus à partir du taux appliqué par la commune au titre de l'année N-1 comme dans le cas n° 2, mais à partir du taux appliqué par la commune au titre de l'année N duquel est déduit la diminution enregistrée au niveau de la strate, sauf, comme dans le cas n° 6, lorsque le taux de la commune devient alors inférieur à celui de la strate. Dans ce cas, c'est ce dernier taux qui est pris en compte, c'est-à-dire :

Si	$TMP_C 2021 > TMP_C 2020$
Et si,	$TMP_S 2021 < TMP_S 2020$
Et si,	$TMP_C 2021 > TMP_S 2021$

Cas n° 5 :	Et si,	$TMP_C 2021 + \Delta TMP_S \geq TMP_S 2020$
	Alors,	$TMP_{EF} = TMP_C 2021 + \Delta TMP_S$

Cas n° 6 :	Sinon, si	$TMP_C 2021 + \Delta TMP_S < TMP_S 2020$
	Alors,	$TMP_{EF} = TMP_S 2021$

Il convient, enfin, d'ajouter au produit fiscal écrêté le produit de la taxe ou redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères ainsi que le produit des exonérations « 1396 » permanentes et temporaires retenues par l'article L. 2334-6 du code général des collectivités territoriales.

3 – Calcul de l'effort fiscal des communes

$$\begin{array}{c} \text{Effort fiscal de la commune} \\ = \\ \frac{[\text{Produit (FB, FNB, TH, TAFNB)}_{\text{com/synd/EPCI après écrêtement}} + \text{Produit des exonérations « 1396 »} + \text{TEOM et REOM}_{\text{com/synd/EPCI}}]}{\text{Potentiel fiscal 3 taxes « Effort fiscal »}} \end{array}$$

Annexe 4

Modalités de calcul des « produits post-TP » 2021 nécessaires à la répartition de la part majoration de la DNP

Depuis 2012 et en conséquence de la réforme supprimant la taxe professionnelle (TP), le potentiel fiscal « taxe professionnelle » antérieurement utilisé pour procéder à la répartition de la part majoration de la DNP a été remplacé par les « produits post-TP ». Ces derniers, reprenant, pour l'essentiel, la nouvelle architecture de la fiscalité économique locale issue de la réforme, comprennent les produits mentionnés au 2° de l'article L. 2334-4 du CGCT, soit :

- le produit potentiel de cotisation foncière des entreprises (CFE) correspondant à l'application aux bases locales du taux moyen national d'imposition à cette taxe ;
- les produits de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) ;
- les produits des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) ;
- les produits de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;
- les produits de la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB).

Ces produits sont calculés dans les mêmes conditions que ceux déterminés lors du calcul du potentiel fiscal. Les modalités de calcul sont donc différentes selon le régime fiscal de l'EPCI à fiscalité propre d'appartenance de la commune. Le périmètre intercommunal et le régime fiscal de l'EPCI pris en compte pour le calcul des « produits post-TP » 2021 sont ceux connus au 1^{er} janvier 2020.

Par ailleurs, pour les communes du ressort de la MGP, comme pour le calcul des potentiels fiscal et financier des communes, les établissements publics territoriaux (EPT) constituent le périmètre de référence à propos des modalités de prise en compte des produits intercommunaux. Les EPT sont considérés comme des EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU) et les « produits post-TP » sont calculés selon les mêmes règles que celles prévues pour les communes membres d'un EPCI à FPU.

Enfin, les données utilisées, comme pour le calcul des potentiels fiscal et financier 2021 des communes, sont principalement issues du fichier de recensement des éléments d'imposition à la fiscalité directe locale (REI) de l'année 2020 constitué et transmis par la direction générale des finances publiques (DGFIP). Pour la répartition effectuée au titre de l'année 2021, les données fiscales (bases, produits ou taux) retenues afin de procéder au calcul de ces indicateurs sont issues du REI 2020 et sont donc afférentes aux données fiscales 2020 des collectivités locales. Ces données sont disponibles en ligne sur le site de la DGFIP.

L'ensemble des données nécessaires au calcul des « produits post-TP » figurent sur les fiches DGF 2021 et sont disponibles en ligne.

Pour toutes les communes :

Produits post-TP par habitant 2021 = produits post-TP 2021 / population DGF 2021

1 – Modalités de calcul des « produits post-TP » 2021 des communes isolées :

Nature de l'imposition / compensation / produit	Taux moyen national	Sous-total
Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE)	X 0,264532	= (a)
		+ = (b)
		+ = (c)
		+ = (d)
		+ = (e)
Produits post-TP : (f) = (a) + (b) + (c) + (d) + (e)		= = (f)

2 – Modalités de calcul des « produits post-TP » 2021 des communes membres d'un EPCI à fiscalité additionnelle (FA)

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyen national</i>	<i>Sous-total</i>
Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE) X	0,264532	= <input type="text"/> (a)
		+
Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par la commune		= <input type="text"/> (b)
		+
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune		= <input type="text"/> (c)
		+
Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) perçu par la commune		= <input type="text"/> (d)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune		= <input type="text"/> (e)
		+
Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune		= <input type="text"/> (f)
		+
Montant des IFER perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune		= <input type="text"/> (g)
		+
Montant de TASCOM perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune		= <input type="text"/> (h)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune		= <input type="text"/> (i)
		=
Produits post-TP : (j) = (a) + (b) + (c) + (d) + (e) + (f) + (g) + (h) + (i)		= <input type="text"/> (j)

3 – Modalités de calcul des « produits post-TP » 2021 des communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle de zone (FPZ)

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyen national</i>	<i>Sous-total</i>
Bases brutes de cotisation foncière des entreprises (CFE) hors zone	X 0,264532	= (a)
		+
Montant de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par la commune		= (b)
		+
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune		= (c)
		+
Montant de taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) perçu par la commune		= (d)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par la commune		= (e)
		+
Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors zone		= (f)
		+
Montant des IFER perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors zone		= (g)
		+
Montant de TASCOM perçu par l'EPCI sur le territoire de la commune hors zone		= (h)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI sur le territoire de la commune		= (i)

Sommes des bases brutes de CFE sur zoné des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2020	X	<input type="text" value="0,264532"/>	=	<input type="text"/>	(j)
			+	<input type="text"/>	(k)
Montant de CVAE perçu par l'EPCI sur zone			+	<input type="text"/>	(l)
Montant des IFER perçu par l'EPCI sur zone			+	<input type="text"/>	(m)
Montant de TASCOT perçu par l'EPCI sur zone			=	<input type="text"/>	(n)
Produits EPCI pris en compte : (n) = (j) + (k) + (l) + (m)			x	<input type="text"/>	(o)
Population DGF 2021 de la commune			/	<input type="text"/>	(p)
Somme des populations DGF 2021 des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2020			=	<input type="text"/>	(q)
Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population : (q) = (n) x [(o) / (p)]				<input type="text"/>	(q)

Produits post-TP : (r) = (a) + (b) + (c) + (d) + (e) + (f) + (g) + (h) + (i) + (q) = (r)

4 – « Produits post-TP » 2021 des communes membres d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU)

<i>Nature de l'imposition / compensation / produit</i>	<i>Taux moyen national</i>	<i>Sous-total</i>
Montant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) perçu par la commune		= <input type="text"/> (a)
Sommes des bases brutes de CFE des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2020	X <input type="text" value="0,264532"/>	= <input type="text"/> (b)
		+
Montant de CVAE perçu par l'EPCI		<input type="text"/> (c)
		+
Montant des IFER perçu par l'EPCI		<input type="text"/> (d)
		+
Montant de TASCOT perçu par l'EPCI		<input type="text"/> (e)
		+
Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) perçue par l'EPCI		= <input type="text"/> (f)
		=
Produits EPCI pris en compte = (b) + (c) + (d) + (e) + (f)		<input type="text"/> (g)
		x
Population DGF 2021 de la commune		= <input type="text"/> (h)
		/
Somme des populations DGF 2021 des communes membres de l'EPCI au 1 ^{er} janvier 2020		= <input type="text"/> (i)
		=
Produits ventilés de l'EPCI au prorata de la population : (j) = (g) x [(h) / (i)]		<input type="text"/> (j)
Produits post-TP : (k) = (a) + (j)		= <input type="text"/> (k)

Annexe 5

Données par strates démographiques 2021 : Potentiel fiscal, potentiel financier et produits post-TP par habitant et effort fiscal

Pour chaque strate démographique de communes de métropole, les valeurs moyennes par habitant de potentiel fiscal, de potentiel financier et de produits post-TP ainsi que l'effort fiscal moyen retenu pour déterminer l'éligibilité des communes sont les suivantes :

Strate démographique 2021	Potentiel fiscal 4 taxes 2021 par habitant et par strate démographique	Potentiel financier 2021 par habitant et par strate démographique	Effort fiscal 2021 moyen par strate démographique	Produits post-TP 2021 par habitant et par strate démographique
1	592,926401	689,147749	0,988260	142,707048
2	673,036828	754,331882	1,024525	172,388527
3	735,596530	815,513548	1,044245	173,762817
4	815,722932	895,394827	1,088362	172,537031
5	895,813065	974,319672	1,120148	179,830056
6	959,212145	1 040,786838	1,164841	189,895702
7	1 020,984639	1 101,608511	1,191837	206,594242
8	1 071,458076	1 157,148799	1,222097	203,261229
9	1 087,780797	1 186,443931	1,207113	208,547231
10	1 120,132527	1 223,383772	1,219049	219,497592
11	1 184,912819	1 293,463897	1,247612	228,015475
12	1 203,441236	1 304,228215	1,181810	239,165566
13	1 369,467028	1 479,142164	1,094059	323,339509
14	1 123,350709	1 259,809747	1,313987	225,526228
15	1 557,923803	1 605,117716	0,916271	338,816656

